

FORUM URBAIN MONDIAL DU 19 AU 23 juin 2006

Vancouver, 30 ans après Habitat I – Une nouvelle vision des villes et une coalition mondiale pour agir

Annoncé comme l'un des plus grands événements de ce début du XXI^e siècle parrainé par les Nations Unies, le troisième Forum urbain mondial (FUM) s'est tenu à Vancouver, au Canada, du 19 au 23 juin 2006. Encore une fois, ONU-Habitat, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, a appelé à la mobilisation générale. Résultat : le forum a battu son propre record. On prévoyait l'inscription de 6 000 participants. Plus de 10 000 délégués venant de plus de 100 pays se sont rendus dans cette ville côtière de Colombie-Britannique de 2,2 millions d'habitants. Selon le premier ministre canadien, Stephen Harper, ce succès témoigne de l'importance que le monde accorde aux problèmes des villes. Le forum, intitulé « Notre avenir : des villes durables – Passer des idées à l'action », représente l'un des jalons de l'évolution des Nations Unies. C'est en 1976, à Vancouver, au bord de l'océan Pacifique, qu'est née l'idée de créer un organisme qui s'occuperait de l'avenir des établissements humains dans le monde et des villes en particulier, c'est-à-dire ONU-Habitat.

Lors de la cérémonie d'ouverture au Centre des congrès et des expositions de Vancouver, M. Harper, dans son allocution, a salué la tenue d'une telle rencontre qui met en évidence le savoir-faire urbain devant guider l'évolution des villes. L'urbanisation est, selon lui, un phénomène puissant qui prend de l'ampleur dans le monde en développement. Retraçant les grandes lignes de l'histoire du Canada, le premier ministre canadien s'est dit heureux de constater que « les villes canadiennes sont généralement reconnues comme parmi les meilleures au monde. [...] C'est toute une réalisation et tout un défi de les garder dans cette liste. » Un classement qui dépend, a-t-il dit, d'une planification urbaine avisée qui comporte la réalisation d'un équilibre fiscal et juridictionnel, la réduction du déficit en matière d'infrastructures, la garantie de la viabilité de l'environnement, la prévention de la criminalité urbaine et la lutte au terrorisme, l'accès au logement abordable et la promotion de la diversité culturelle.

Des propos qui rejoignent les préoccupations du secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan. En effet, son message, lu par Inga Björk-Klevby, directrice générale adjointe de ONU-Habitat, porte sur l'évolution rapide de l'urbanisation de la planète au cours des trois dernières décennies. « Le monde est devenu plus urbanisé, plus congestionné, plus pollué et moins équitable, dit-il. [...] Plus de la moitié de la population urbaine des pays en développement vit dans des taudis. » Kofi Annan est d'avis que la communauté internationale doit redoubler d'efforts afin de rendre notre planète plus juste, plus équitable et plus viable pour l'ensemble de ses habitants.

Charles Kelly, commissaire général du Secrétariat du troisième Forum urbain mondial, abonde dans le même sens. Le forum de Vancouver est, pour lui, un jalon important menant à la réalisation des principes de viabilité, une étape permettant d'espérer que les participants repartiront avec des idées aptes à se concrétiser afin de changer le cours des choses. Ainsi, trente ans après la première conférence Habitat et deux ans avant le prochain rassemblement prévu à Nanjing, en République populaire de Chine, Vancouver a tenu à renouveler le pacte d'alliance que les nations du monde avaient signé pour faire des villes de la planète des zones où il fait bon vivre.

Selon le rapport final du FUM3 présenté par les membres de son comité consultatif et lu par Anna Tibaijuka, directrice générale de ONU-Habitat, Vancouver 2006 a ouvert la voie à une

nouvelle manière de promouvoir le programme urbain international dans un monde qui s'urbanise rapidement.

Habitat I avait permis d'intégrer les préoccupations des collectivités locales au programme international et de souligner la nécessité d'une approche participative de tous les intervenants à la conception et à la mise en œuvre de solutions. Tout comme cette première rencontre, le forum de 2006 a rempli sa promesse de passer des idées à l'action.

Venus en très grand nombre, les représentants tant du secteur public, des collectivités locales, de la société civile que du secteur privé, ont mis en relief l'importance de la réflexion commune et de l'action coordonnée pour s'occuper des questions urbaines.

Cette assemblée a mis l'accent sur la recherche d'idées nouvelles et de solutions pratiques (chose rare pour une réunion organisée par les Nations Unies). En effet, le forum a donné lieu à plusieurs rencontres officielles ou improvisées avec des participants issus de tous les milieux. Ainsi, six dialogues, 13 tables rondes et plus de 160 séances de « réseautage » (rencontres entre partenaires) ont permis aux ministres (le ministre de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, Assane Diagne, a pris part aux travaux), aux maires, aux universitaires et chercheurs ainsi qu'aux représentants d'organismes communautaires, de fédérations d'ONG et du secteur privé de mettre en commun leurs expériences et d'exprimer leurs points de vue sur ce qui pourrait améliorer la qualité de vie dans les villes densément peuplées.

Le rapport souligne que « la démarche inclusive adoptée par le forum a été un modèle à suivre pour les villes. Certaines villes ont déjà opté pour ce modèle, les autres gagneraient à le faire. Il était prometteur qu'un si grand nombre de participants, issus de tous les milieux de la société, aient commencé à s'entendre sur la voie à suivre pour l'avenir [...] ».

Les participants se sont entendus pour dire que tous les intervenants du monde urbain, y compris le simple citoyen, doivent redoubler d'efforts pour trouver des solutions et relever les défis et que tous sont tenus de prendre une part active à cette prise en charge collective des problèmes des villes.

Afin de permettre aux villes d'atteindre leurs objectifs en matière de développement durable, les dirigeants municipaux doivent accepter désormais de prendre des risques et de chercher à innover, comme l'indique le rapport, citant en exemple la ville de Vancouver devenue un modèle dans les domaines de la gestion de la qualité de l'air et de l'eau, du transport public et de l'urbanisme.

Le CRDI et le projet de recherche sur Mbeubeuss

Le troisième Forum urbain mondial (FUM) s'est penché sur la nécessité pour tous les acteurs de conclure des engagements communs et d'établir des relations dynamiques et des partenariats solidaires sur un mode inclusif si l'on veut mieux comprendre les enjeux et trouver des solutions pratiques aux problèmes des cités.

Dans cette optique, certains participants, dont le CRDI, l'un des principaux organismes chargés de la mise en œuvre d'Action 21, plan adopté lors du Sommet de la Terre, en 1992, ont présenté des exemples pouvant servir de principes directeurs aux stratégies qui seront développées dans ce contexte.

Le CRDI a ainsi conçu le projet Recherche sur les villes ciblées (RVC) dans le cadre de son programme Pauvreté urbaine et environnement. Ce projet propose une démarche novatrice qui permet d'établir une relation de confiance en tissant des liens de collaboration entre les collectivités et l'administration municipale, les universitaires, les intervenants de la société civile et du secteur privé. En choisissant cinq villes à travers le monde, le CRDI a voulu ainsi tabler sur une participation active des collectivités pour atténuer les pressions qui s'exercent sur l'environnement des villes et conséquemment sur les pauvres. La ville de Dakar, et plus particulièrement la localité de Malika où se trouve la décharge de Mbeubeuss, fait partie de cette étude.

La société d'État canadienne veut ainsi démontrer qu'il est possible de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement lorsque les gouvernements et les citoyens collaborent avec les groupes communautaires et les instituts de recherche.

C'est ce que fait valoir Maureen O'Neil, présidente du CRDI, qui estime que les défis que pose l'urbanisation s'accroissent. La recherche est donc indispensable pour examiner les problèmes, mettre au point des solutions, évaluer les répercussions et faire les adaptations nécessaires. M^{me} O'Neil est en effet convaincue qu'une plus grande portion de la recherche doit être axée sur les problèmes du Sud et menée par des chercheurs de pays en développement.

Selon la présidente, il faut que les stratégies en matière d'urbanisme soient intégrées et adaptées aux réalités du terrain tout en favorisant la participation d'un ensemble d'intervenants, notamment les populations locales, sans oublier les démunis. Qui plus est, elle croit fermement que les collectivités locales doivent diriger la formulation et la mise en œuvre de stratégies et de politiques en collaboration avec des représentants de tous les milieux de la société, y compris du milieu gouvernemental, afin que ceux-ci s'approprient la démarche pour parvenir à des résultats durables. L'action concertée stimule l'innovation. Les processus regroupant plusieurs villes favorisent l'apprentissage et entraînent plus rapidement le changement, de dire M^{me} O'Neil. Elle s'empresse de souligner que, de plus en plus, les réseaux municipaux sont des agents catalyseurs d'importance pour développer des politiques urbaines novatrices puisqu'ils offrent la possibilité de mettre en commun l'expertise locale, d'acquérir une sagesse collective et de renforcer les capacités.